

PIECE I :

AVIS DE DEMANDE DE COTATION



Avis de Demande de Cotation N°001/DC/PAD-CACAO/CIPM/2026 du 06.07.2026 pour l'acquisition et distribution des sachets plastiques au projet d'Appui au Développement du Cacao

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le souci de professionnalisation et de l'autonomisation des producteurs de cacao dans production du matériel végétal performant, le Coordonnateur National du Projet d'Appui au Développement du Cacao (PAD-CACAO) lance une consultation pour l'acquisition et la distribution des sachets plastiques.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment l'acquisition et la distribution suivant le tableau ci-après :

N°	DESIGNATION	QUANTITE
1	ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES SACHETS PLASTIQUES	40 000 PAQUETS DE 100 SACHETS

3. Participation et origine

La participation est ouverte aux entreprises de droit camerounais exerçant dans le domaine de la fourniture et/ou de la distribution du matériel agricole ou autres prestations du genre et répondant aux critères de qualification indiquées dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le budget du FODECC de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n° **2026 184 3 411802 210105**.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est « **hors ligne** ».

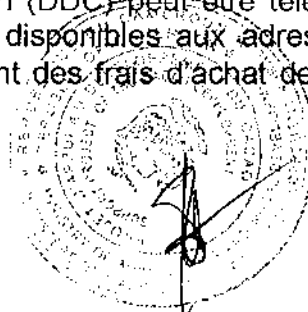
6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le Dossier de Demande de Cotation (DDC) peut être consultée auprès du secrétariat du Coordonnateur National du Projet d'Appui au Développement du Cacao (PAD-CACAO) sis à Mini prix BASTOS, ancien immeuble FAO, Téléphone 697232013 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Le dossier de consultation peut être obtenu auprès du secrétariat du Coordonnateur National du Projet d'Appui au Développement du Cacao sis à Mini prix BASTOS, ancien immeuble FAO.

La version électronique du Dossier de Demande de Cotation (DDC) peut être téléchargée gratuitement sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées. Toute soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat de la DDC



d'un montant non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA** payable au Compte Spécial de CAS ARMP, ouvert à la BICEC sous le n° 33598860001 – 94.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **quarante-cinq millions (45 000 000) de francs CFA**.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, timbrée, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la **pièce 11 du DDC** dont le montant s'élève à **neuf cent mille (900 000) Francs CFA**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par le Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) conformément à la Circulaire **N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024** relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais. Les offres devront être déposées par les soumissionnaires au secrétariat du Coordonnateur National du Projet d'Appui au Développement du Cacao sis à Mini prix BASTOS, ancien immeuble FAO, Téléphone 697232013, au plus tard le **28 AOÛT 2026** à **13 heures précises** sous pli scellé portant la mention ci-dessous :

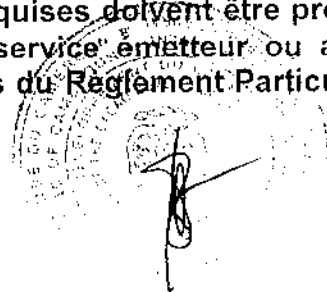
« Avis de Demande de Cotation n°001/DC/PAD-CACAO/CIPM/2026 du **06 AOÛT 2026** pour l'acquisition et distribution des sachets plastiques au projet d'Appui au Développement du Cacao »

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **28 AOÛT 2026** à **14 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du PAD-CACAO, dans la salle de conférence de l'immeuble Siège du PAD-CACAO, sis à Mini prix BASTOS, ancien Immeuble FAO - Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de



la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans un seul volume.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment :

- L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours.
- Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.
- La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement acquitté à la main, timbré, devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par le Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) conformément à la Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

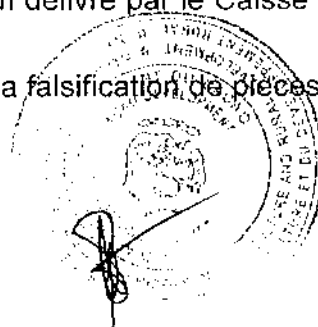
13. Critères d'évaluation

Les offres seront évaluées selon les critères ci-après :

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit :

- a. De la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b. De l'absence ou non-conformité du cautionnement de soumission acquitté à la main, timbré, accompagné obligatoirement d'un récépissé de consignation délivré par le Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) ;
- c. Des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;



- d. Du non-respect d'au moins 70% des critères essentiels ;
- e. De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- f. De la non-conformité aux spécifications techniques majeures de la fourniture ;
- g. De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- h. De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- i. De la non-conformité du modèle de soumission ;
- j. De l'absence du l'échantillon aux dimensions indiquées ;
- k. De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l. De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- m. L'absence du projet de Lettre-Commande et des spécifications techniques paraphés sur chaque page et signés, datés et cachetés à la dernière page précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé ».

Pour être éligible à l'analyse de l'offre technique, le soumissionnaire ne doit satisfaire à aucun critère éliminatoire.

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- La présentation de l'offre ;
- Les références du soumissionnaire ;
- La capacité financière ;
- Le calendrier de livraison.

Le système de notation des offres est le mode binaire (oui ou non), avec un minimum requis d'au moins 70% de oui des critères essentiels.

Les critères et sous critères essentiels sont détaillés dans le règlement de la DC

14- Délai prévisionnel d'exécution

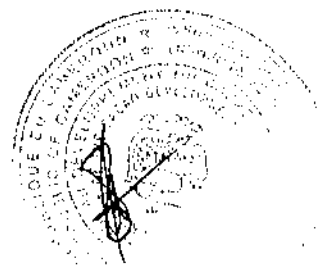
Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de **trente (30) jours**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15- Allotissement

Les prestations sont constituées en un seul (01) lot.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.



17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant **90 jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des cotations.

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au secrétariat du Coordonnateur National du **PAD-CACAO** sis à Mini prix BASTOS ancien siège FAO, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) par SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le **06** **AOU** **2026**

Copies

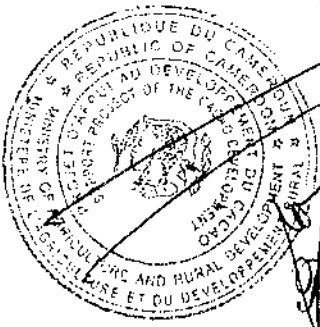
- MINMAP
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CIPM-PAD CACAO
- Affichage

/ chrono

Coordonnateur National

06 AOU 2026

Pikary Raphaël Stanislas
Ingénieur du Génie Rural



Request for Quotation Notice
No.001/DC/PAD-CACAO/CIPM/2026 of 10.06.2026
for the procurement and distribution of plastic bags to the Cocoa
Development Support Project (COCOA-DSP)

1. Subject of the Request for Quotation

With the aim of the professionalization and the empowerment of cocoa farmers in the production of good planting material, the National Coordinator of the Cocoa Development Support Project (COCOA-DSP) launches a consultation for the procurement of nursery plastic bags.

2. Nature of services

The services include notably the procurement and distribution of nursery plastic bags described as follows:

N°	DESIGNATION	QUANTITY
1	PROCUREMENT AND DISTRIBUTION OF PLASTIC BAGS	40 000 PACKETS OF 100 BAGS

3. Participation and origin

The participation is open to companies established under Cameroon law, operating in the field of supply and/or distribution of agricultural equipment or other services of the kind and meeting the qualification criteria indicated in this Quotation Request File.

4. Financing

The Services subject of this Request for Quotation shall be financed by the 2026 financial year budget of CCODEF, Budget Head No. 2026 184 3 4111802 210105.

5. Submission method

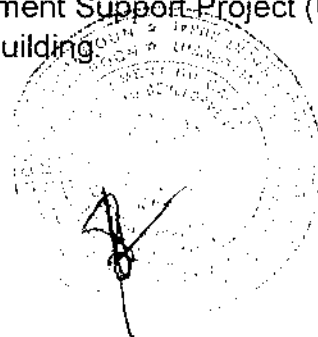
The submission method retained for this Request for Quotation is "offline".

6. Consultation of the Request for Quotation File

The Request for Quotation File (RQF) may be consulted at the secretariat of the National Coordinator of the Cocoa Development Support Project (COCOA-SDP) located in Mini-prix Bastos, former FAO building or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

7. Acquisition of the Request for Quotation file

The Request for Quotation File (RQF) may be obtained from the secretariat of the National Coordinator of the Cocoa Development Support Project (COCOA-SDP) located in Mini-prix Bastos, former FAO building.



The electronic version of the Request for Quotation File (RQF) can be downloaded free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above. However, electronic submission is subject to payment of the RQF of a non-refundable fee of **fifty thousand (50,000) CFA francs** into the CAS ARMP Special Account, opened at BICEC-Bank under number 33598860001-94.

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **forty-five million CFA Francs (45,000,000)**

9-Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial organization or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 8 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of: **nine hundred thousand (900,000) CFA Francs** and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial organization authorized by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A submitted bid bond that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be admissible.

The said bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) in accordance with Circular No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and withdrawal of deposits on public contracts.

10-Submission of Quotations

Each quotation shall be drafted in English or French. The offers shall be deposited at the secretariat of the National Coordinator of the Cocoa Development Support Project (COCOA-SDP) located in Mini-prix Bastos, former FAO building, Telephone 697232013, latest on the 2026 at 1 o'clock P.M limit time, in sealed envelopes marked as follows:

“Request for Quotation Notice No. 001/DC/PAD-CACAO/CIPM/2026 of the 06 JUL 2026 2026 for the procurement and distribution of plastic bags to the Cocoa Development Support Project (COCOA-DSP)”

11-Opening of bids

Bids shall be opened in a single phase on the 20 JUL 2026 at **02.00 P.M** by the Internal Procurement Commission of the COCOA-DSP in the Conference Hall of the COCOA-DSP building, located at Mini ~~prix~~ **BASTOS** – Yaoundé, former FAO's building.



Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be produced only in originals or in true copies certified by the issuing services or competent administrative authorities, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Request for Quotation. They must be less than three (3) months old or have been drawn up after the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Procurement Commission, the file shall be rejected.

12-Admissibility of Quotations

The Administrative documents, the technical quotation, and the financial quotation must be placed in a single volume.

The following will not be accepted by the Project Owner:

- Envelopes bearing information on the bidder's identity;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids that do not comply with the bidding mode;
- Bids without information on the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RQF or offers in copies only;

Any incomplete bid in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially:

- The absence of a bid bond issued by a financial organization or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the templates documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure;
- A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent.
- A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

The said hand-paid and stamped bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) in accordance with Circular No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and withdrawal of deposits on public contracts

13-Evaluation criteria

Offers will be evaluated according to the following criteria

13.1 Eliminary criteria



The failure to comply with the following criteria will lead to the rejection of the bidder's quotation. These are:

- a. Failure to produce, within 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, any document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
- b. The absence or non-compliance of the bid bond paid, stamped, and necessarily accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) ;
- c. False declarations, fraudulent maneuvers or forged documents;
- d. Failure to comply with at least 70% of the essential criteria;
- e. Absence of a sworn statement of not having abandoned contracts during the last three years
- f. Non*compliance with the major technical specifications of the supply;
- g. Absence of a quantified unit price in the quotation;
- h. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);
- i. Non-compliance of the bid templates;
- j. Absence of a supply sample with the indicated dimensions;
- k. Absence of the dated and signed integrity charter;
- l. Absence of the dated and signed commitment to comply with environmental and social clauses;
- m. Absence of the completed draft Contract and the Technical Specifications, initialed on each page and signed on the last page, preceded by the handwritten note "read and approved."

To be eligible for analysis of the technical offer, the bidder must not meet any elimination criteria.

13.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus on:

- Presentation of the Bid;
- The bidder's references;
- Financial capacity.
- Delivery schedule.

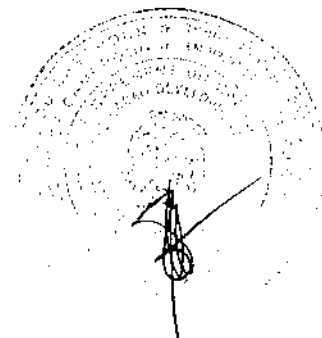
The rating system for offers is binary (yes or no), with a minimum required of at least 70% "yes" to the essential criteria.

14 Estimated execution period

The maximum time frame provided for by the Project Owner for the execution of the services subject of this Request for Quotation is **thirty (30) days**. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to begin the services.

15- Allotment

The services are in a single (01) lot.



16-Award of contract

The Project Owner shall award the contract to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and evaluated as the lowest bidder, including any proposed discounts where applicable.

17- Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their Quotations during **90 days** from the deadline set for the submission of Quotations.

18- Additional information

Additional information can be obtained during working hours from the secretariat of the COCOA-DSP located at Mini prix BASTOS, former FAO building, or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Fight against corruption and malpractices

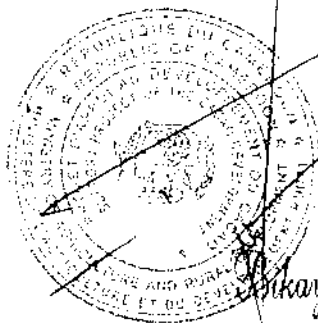
For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, 06.08.2026...

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- Project Owner;
- Chairperson of the ITB;
- Posting/File

Coordonnateur National



Raphaël Stanislas
Ingénieur du Génie Rural

